

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

ÉTAT- Ministère de la Transition l'Écologique et de la Cohésion des Territoires

#### *Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)*

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du  
Logement de Bourgogne-Franche-Comté  
par arrêté de délégation en vigueur à la date de signature du marché

#### *MAÎTRISE D'OEUVRE*

ECOSPHERE

#### *Objet de la consultation*

RCEA - RN79 – Aménagements écologiques sur les opérations  
Brandon/Clermain et Clermain/Ste Cécile  
Référence PLACE : DREALBFC-24-RN79-Trxecol-BRCLSC

#### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_ h \_\_\_\_ (heure locale  
de l'adresse du RMO)

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>5</b>
2-1. Définition de la procédure.....	5
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	6
2-5. Variantes.....	6
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	6
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	6
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	7
2-10. Délai de validité des offres.....	7
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	7
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	7
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	7
2-14. Mesures particulières concernant la propreté du chantier.....	7
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	8
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	8
<b>ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>9</b>
3-1. Solution de base.....	9
3-2. Variantes.....	13
<b>ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....</b>	<b>14</b>
4-1. Sélection des candidatures.....	14
4-2. Jugement et classement des offres.....	14

<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b>18</b>
<b>5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....</b>	<b>18</b>
<b>5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>20</b>

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

***Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.***

### **Information importante sur la présence de clauses environnementales et sociales**

Dans le cadre de la modernisation des achats publics d'une part, et dans le cadre général fixé pour répondre à l'objectif d'exemplarité de l'État en matière de développement durable et de responsabilité sociétale de l'État d'autre part, les ministères en charge du développement durable se sont engagés à promouvoir et conduire une politique d'achats durables à laquelle les prestations objet du présent marché devront se conformer.

Le marché objet de la précédente consultation intègre des clauses environnementales ou sociales qui concernent les produits ou matériaux utilisés, la qualité des prestations, les préoccupations humaines et professionnelles ainsi que plus généralement les processus dans lesquels sont réalisées les prestations. Les clauses sociales ont pour objet principal l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées.

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne :

Les travaux d'aménagement écologiques à réaliser suite à l'élargissement à 2 x 2 voies de la RCEA – RN79 au niveau des tronçons Brandon-Clermain et Clermain-Sainte-Cécile (Saône-et-Loire). Dans le cadre de ce projet, des destructions d'habitats naturels propices à l'accueil d'espèces bénéficiant d'un statut de protection ont été identifiées nécessitant de ce fait la mise en place de mesures de compensation visant la restauration de milieux bocagers et boisés, la restauration d'un volume de crue de la Grosne .

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : communes de Ste Cécile, Jalogny, Navour-sur-Grosne (Saône-et-Loire).

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

La consultation est composée des 2 lots suivants :

- Lot 1 : Terrassements et restauration d'un volume de crue de la Grosne
- Lot 2 : Travaux de restauration écologique et de plantation

### **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

#### **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

#### **2-5. Variantes**

**Pour le lot 1 :** ouvert à variantes.

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Pour le lot 1, les candidats peuvent présenter une offre comportant une ou des variantes dont les exigences minimales à respecter sont les suivantes :

Variante sur la revalorisation et le traitement des terres décaissées.

Les modalités de leur présentation sont précisées à l'article 3-2 ci-après.

Pour le lot 2 : variantes interdites.

#### **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

#### **2-7. Exigences minimales de la négociation**

La maîtrise d'ouvrage se laisse la possibilité d'engager des négociations sur :

- l'organisation des travaux
- l'évacuation et le traitement des déchets
- la provenance des fournitures
- le montant des travaux.

#### **2-8. Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

Pour le lot 2, les prestations ou ensemble de prestations définis ci-après font l'objet de délais distincts fixés dans l'acte d'engagement :

Désignation
Travaux phase 1
Travaux phase 2

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 6 mois; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

## **2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

## **2-14. Mesures particulières concernant la propreté du chantier**

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

## **2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-16. Clauses sociales et environnementales**

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges **du lot 2** de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire du lot 2 devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 11.1 du CCAP du lot 2.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, l'AILE SUD BOURGOGNE / pôle PLIE se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion. Contact :

AILE SUD BOURGOGNE / pôle PLIE représentée par Mme Anne-Sophie Raffa, facilitatrice des clauses d'insertion

Maison de l'emploi - 1000 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny - 71000 Mâcon

Téléphone : 03 85 39 95 00

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- conformité aux prescriptions de la NRE (notice de respect de l'environnement) annexée au CCTP
- conformité aux prescriptions émises dans la démarche PRE



- gestion et optimisation des déchets de chantier, tel que le candidat le prévoit dans le SOSED
- respect des préconisations du coordonnateur environnemental mandaté par le maître de l'ouvrage.

**L'attention des entreprises est attirée sur le fait que le chantier s'inscrit dans un contexte environnemental sensible et que le maître d'ouvrage demande une prise en compte optimale de l'environnement dans la gestion du chantier.**

## **ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur :

« PLACE » <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Référence de la consultation : DREALBFC-24-RN79-Trxecol-BRCLSC

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

### **3-1. Solution de base**

#### **3-1.1. Documents fournis aux candidats**

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement (RC) ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- le cadre du SOPRE, à compléter ;
- le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF), à compléter ;
- le détail estimatif (DE), à compléter ;
- les éléments destinés à la compréhension du marché (levé topo de la parcelle des Rigons, plans, ....)

### **3-1.2.** Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

#### **dans un sous dossier :**

##### **Situation juridique - références requises :**

- les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

\* Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus.

\* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus.

##### **Capacité économique et financière - références requises :**

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;  
- une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

##### **Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :**

- sans objet

##### **Référence professionnelle et capacité technique - références requises :**

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

\* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

\* Les certificats de qualifications professionnelles relatifs aux travaux du marché.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur

économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- Capacités techniques :

\* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

\* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiant qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

**Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :**  
Sans objet.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

En cas de candidature en groupement, les documents prévus seront produits par chacun des membres du groupement (à l'exception du DC 1, commun au groupement). Les documents relatifs à la capacité économique et financière et à la capacité technique donneront lieu à une appréciation globale de la capacité du groupement.

**dans un autre sous dossier :**

- **Un projet de marché** comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix : cadre ci-joint à compléter par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) sans modification.

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

#### **- Les documents explicatifs**

Au projet de marché seront joints les documents suivants :

- le détail estimatif (DE) dûment complété par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s)
- les décompositions et sous-détails de prix suivants :
  - pour le lot 1 : prix 2a, 2b, 2c et 2f
  - pour le lot 2 : prix 2a, 2b et 2c
- un mémoire justificatif et technique présentant :
  - les moyens et organisation proposés pour la réalisation des travaux
  - les méthodes et modalités de réalisation des travaux proposées et les mesures prises pour répondre au cahier des charges
  - un planning reprenant les grandes phases de réalisation des travaux
- un Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) mettant en avant les mesures envisagées en termes de préservation environnementale.

Ce document sera établi selon les prescriptions environnementales intégrées au CCTP et à son annexe NRE. Ce document qui servira de support pour l'établissement et la mise en oeuvre du plan de Respect de l'Environnement (PRE), traitera, a minima, des points suivants :

- analyse préalable du contexte environnemental et des contraintes à prendre en compte, en conformité avec les exigences définies par le maître de l'ouvrage ;
- description de l'organisation mise en place, avec mention des missions et responsabilités des personnels en charge de l'application du PRE.
- dispositifs prévus pour maîtriser ou réduire les impacts environnementaux ;
- nature et situation des travaux et/ou des tâches d'exécution concernés par des dispositions spécifiques relatives à l'environnement, avec mention des nuisances et des risques inhérents au regard de l'environnement.
- un Schéma d'Organisation du Plan Assurance Qualité (SOPAQ) présentant les démarches qualité envisagées
- un Schéma d'Organisation du Suivi et de l'Enlèvement des Déchets (SOSED) qui exposera les dispositions envisagées pour la valorisation des matériaux du site et gestion des excédents de déblais ainsi que des déchets.
- en sus pour le lot 2 : la liste de pépinière Eco-Label – végétal local envisagée ainsi que la provenance des principales fournitures.
- tout document que le candidat désirera présenter à l'appui de son offre.

### **3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes**

Sans objet.

### **3-1.4.** Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux datant de moins de 6 mois
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.
- l'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s). Si l'attributaire est dans l'incapacité de recourir à la signature électronique, celui-ci devra solliciter l'autorisation du maître d'ouvrage pour procéder par signature manuscrite

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

### **3-2. Variantes**

**Le lot 1 uniquement est ouvert à variantes,**

Le dossier général "Variantes" comportera un sous-dossier particulier pour chaque variante proposée.

Chaque sous-dossier particulier sera constitué de toutes les pièces de l'offre de base qui sont modifiées par la variante.

De plus, seront ajoutés :

- les adaptations à apporter éventuellement au CCAP ;
- les modifications du CCTP et des pièces annexes qui sont nécessaires pour l'adapter aux variantes proposées ;
- les pièces explicatives nécessaires à la compréhension de la variante (plans, notes de calcul, calendrier d'exécution, etc.).

**Les variantes pour le lot 2 sont interdites.** Aucune variante proposée pour ce lot 2 ne sera analysée,

## **ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION**

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidats, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

### **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP. Les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP, les offres inacceptables seront éliminées et les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP..

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP. Le RMO prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Si le représentant du maître d'ouvrage décide de négocier, les offres inacceptables et les offres irrégulières pourront être régularisées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires ainsi que les variantes, pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

**Pour le lot 1 :**

Critère d'attribution	Pondération
Le <b>prix des prestations</b> , apprécié par rapport à l'offre la moins-disante au regard du détail quantitatif estimatif (DQE) qui se verra attribuer la note la plus élevée	60,00 %
La <b>valeur technique</b> en lien avec la qualité de la prestation au regard du mémoire justificatif et explicatif Ce critère est décomposé en quatre sous-critères : n°1 (SC1) : moyens et organisation qualifications ou expériences similaire proposés (30 %) ; n°2 (SC2) : méthode et modalités de réalisation des travaux (50 %) ; n°3 (SC3) : planning phasage proposé pour l'ensemble de l'opération (10%) ; n°4 (SC4) : qualité des SOPAQ, SOPRE et SOGED (10%)	40,00 %

- **Attribution de la note « prix » de l'offre financière (NP)**

Le montant de l'offre sera noté sur la base de la formule suivante :

$$NP = 100 \times [P0 / Pi]$$

dans laquelle :

**NP** = note attribuée au critère prix

**Pi** = montant de l'offre considérée (€ TTC)

**P0** = montant de l'offre la moins-disante (€ TTC)

La note prix (NP) sera arrondie au dixième près.

- **Attribution de la note « valeur technique »**

La valeur technique sera jugée à partir de la qualité des documents fournis par l'entreprise.

•

Les éléments contenus dans les décompositions et sous-détails de prix pourront contribuer à étayer le rapport d'analyse des offres.

Il sera appliqué une note nulle au(x) document(s) manquant(s).

- La note de valeur technique (NVT) sera ajustée de la manière suivante :

$$NVT = 100 \times (T/T0)$$

dans laquelle :

**NVT** = note attribuée à la valeur technique

**T** = note technique de l'offre considérée

**T0** = note technique de l'offre la meilleure

La note de valeur technique (NVT) sera arrondie au dixième près.

Chaque notation pour les sous-critère sera déterminée au moyen de l'échelle de notation suivante :

Absent: 0 – très succinct - 2- Partiel : 4 - Satisfaisant : 6 – Très satisfaisant : 8 – Excellent : 10

La note “Technique” (**T**) de chaque offre, sera déterminée sur la base d’une note maximale de 10, par addition des notes pondérées des sous-critères décrits dans le tableau ci-dessus (*note T = 0,3\*note SC1 + 0,5\*note SC2 + 0,10\*note SC3 + 0,10\*note SC4*). Elle sera jugée en fonction de la qualité des indications données dans l’offre.

- **Attribution de la note « finale »(Nf) sur 100**  

$$Nf = 0,40 \times NVT + 0,60 \times NP$$

**Pour le lot 2 :**

Critère d'attribution	Pondération
Le <b>prix des prestations</b> , apprécié par rapport à l’offre la moins-disante au regard du détail quantitatif estimatif (DQE) qui se verra attribuer la note la plus élevée	50,00 %
La <b>valeur technique</b> en lien avec la qualité de la prestation au regard du mémoire justificatif et explicatif Ce critère est décomposé en quatre sous-critères et noté sur 100 : n°1 (SC1) : moyens et organisation qualifications ou expériences similaire proposés (25 %) ; n°2 (SC2) : méthode et modalités de réalisation des travaux (45 %) ; n°3 (SC3) : planning phasage proposé pour l’ensemble de l’opération (5%) ; n°4 (SC4) : qualité des SOPAQ, SOPRE et SOGED (10%) n°5 (SC5) : provenance des principales fournitures (15%)	50,00 %

- **Attribution de la note « prix » de l’offre financière (NP)**  
 Le montant de l’offre sera noté sur la base de la formule suivante :

$$NP = 100 \times [P0 / Pi]$$

dans laquelle :

**NP** = note attribuée au critère prix

**Pi** = montant de l’offre considérée (€ TTC)

**P0** = montant de l’offre la moins-disante (€ TTC)

La note prix (NP) sera arrondie au dixième près.

- **Attribution de la note « valeur technique »**  
 La valeur technique sera jugée à partir de la qualité des documents fournis par l’entreprise.

Les éléments contenus dans les décompositions et sous-détails de prix pourront contribuer à étayer le rapport d’analyse des offres.

Il sera appliqué une note nulle au(x) document(s) manquant(s).



- La note de valeur technique (NVT) sera ajustée de la manière suivante :

$$\text{NVT} = 100 \times (\text{T}/\text{T0})$$

dans laquelle :

**NVT** = note attribuée à la valeur technique

**T** = note technique de l'offre considérée

**T0** = note technique de l'offre la meilleure

La note de valeur technique (NVT) sera arrondie au dixième près.

Chaque notation pour les sous-critère sera déterminée au moyen de l'échelle de notation suivante :

Absent: 0 – très succinct - 2- Partiel : 4 - Satisfaisant : 6 – Très satisfaisant : 8 – Excellent : 10

La note "Technique" (**T**) de chaque offre, sera déterminée sur la base d'une note maximale de 10, par addition des notes pondérées des sous-critères décrits dans le tableau ci-dessus ( $\text{note } T = 0,25 \times \text{note } SC1 + 0,45 \times \text{note } SC2 + 0,05 \times \text{note } SC3 + 0,10 \times \text{note } SC4 + 0,15 \times \text{note } SC4$ ). Elle sera jugée en fonction de la qualité des indications données dans l'offre.

- **Attribution de la note « finale » (Nf) sur 100**

$$\text{Nf} = 0,50 \times \text{NVT} + 0,50 \times \text{NP}$$

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.**

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence DREALBFC-24-RN79-Trxocol-BRCLSC.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

**L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

DREAL Bourgogne-Franche-Comté  
Service Transports Mobilités – Département Finance Achat Public  
Pôle Viotte – 5 voie Gisèle Halimi – BP 31269  
25000 BESANCON CEDEX  
« Copie de sauvegarde pour : RCEA-RN79-Aménagements écologiques  
sur les opérations Brandon/Clermain et Clermain/Ste Cécile -  
**Référence PLACE : DREALBFC-24-RN79-Trxecol-BRCLSC »**

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(\*)</sup> :

**« NE PAS OUVRIR »**

<sup>(\*)</sup> En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.